



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE IV
AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**Centre Hospitalier Régional de Tambacounda
(CHRTc)**

**Rapport Final
Septembre 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Lederc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail : sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	10
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	10
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	10
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	11
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	11
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	12
2.2.1. <i>La Cellule de Passation des Marchés</i>	13
2.2.2. <i>La Commission des Marchés</i>	13
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	13
2.3.1. <i>La Direction centrale des Marchés publics</i>	13
2.3.2. <i>L'Autorité de Régulation des Marchés publics</i>	13
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	14
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	14
2.6. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	15
2.7. ARRETES D'APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	15
3. SYNTHESE DE LA REVUE	18
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	18
3.1.1. <i>Présentation de l'Autorité Contractante</i>	18
3.1.2. <i>Commission des marchés</i>	18
3.1.3. <i>Cellule de Passation des marchés</i>	19
3.1.4. <i>Production des rapports trimestriels et du rapport annuel</i>	19
3.1.5. <i>Document de programmation de la préparation des marchés</i>	20
3.1.5.1. <i>Plan de Passation des Marchés</i>	20
3.1.5.2. <i>Avis Général de Passation des Marchés</i>	20
3.1.6. <i>Archivage des dossiers</i>	20
3.1.7. <i>Autres</i>	20
3.1.7.1. <i>Registre des marchés</i>	20
3.1.7.2. <i>Manuel de procédures administratives, comptables et financières</i>	20
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	21
3.2.1. <i>Echantillon</i>	21
3.2.2. <i>Rappel des seuils applicables au CHRTc en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007</i>	23
3.2.3. <i>Marchés conclus par AOO</i>	23
3.2.4. <i>Marchés conclus par AOR</i>	27
3.2.5. <i>Marchés conclus par Demande de Renseignement et Prix</i>	27
3.2.6. <i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP</i>	28
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	28
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE	29
3.4.1. <i>Sélection</i>	29
3.4.2. <i>Travaux effectués</i>	29
3.4.3. <i>Résultats</i>	30

4. RECOMMANDATIONS	30
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	30
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES.....	31
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE	33
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE.....	33
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	33
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES	34
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERTS	34
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DE L'APPEL D'OFFRES RESTREINTS	35
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX.....	35
7. ANNEXES	36
7.1. FICHES SYNOPTIQUES.....	37
7.2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE ET COMMENTAIRES DU CABINET	57

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CHRTc	Centre Hospitalier Régional de Tambacounda
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2014 par le Centre Hospitalier Régional de Tambacounda (CHRTc), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le CHRTc, les procédures de passation des marchés au titre de la gestion 2014 ont été principalement effectuées suivant le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Ainsi, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour CHRTc

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	
1	Commission des marchés: Les actes de nomination des membres de la commission des marchés et de leurs suppléants n'ont pas été établis et envoyés à l'ARMP et à la DCP avant le 5 janvier de l'année conformément à l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du degré 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif	Veiller à se conformer aux dispositions l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du degré 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

2	aux Commissions des Marchés. Les chartes de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signées par les membres de la commission et de leurs suppléants dans lesquelles ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n°2005-576 du 22 juin 2005, n'ont pas été mises à notre disposition.	Veiller à se conformer à l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012 ; le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics.
3	Rapports trimestriels et annuels: La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré et transmis les rapports trimestriels et le rapport annuel, en violation de l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.	Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 144 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'AC dont elle relève, de l'organe de régulation des marchés publics et de l'ARMP.
4	Archivage des dossiers: Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché.
5	Plan de passation des marchés: Le plan de passation des marchés publics n'a pas été établi et transmis à l'ARMP et à la DCMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, en violation des articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Veiller à communiquer le plan de passation des marchés à la DCMP et à l'ARMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, conformément à l'article 6 du Code des Marchés Publics.
6	Avis général de passation des marchés: L'AGPM n'a pas été publié sur le portail des marchés publics, en violation des articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.	Veiller à se conformer aux articles 6 et 56 du code des marchés publics qui stipulent que l'AC établit et publie un avis général de passation des marchés avant le 15 janvier de l'année prévue pour leur passation.
7	Registre de Marchés: Le registre de marché du CHRTc pour la gestion 2014 n'a pas été mis à notre disposition.	Etablir un registre des marchés conformément à l'article N°67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
8	Le CHRTc n'a pas mis à notre disposition le manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.	Mettre en place un manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.
B	Constats spécifiques aux marchés examinés	
	Marchés conclus par appel d'offres ouverts:	
9	Pour tous les appels d'offres ouverts:	

	Les convocations des membres de la Commission des Marchés n'ont pas été archivées, en violation de l'article 39 du CMP.	Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion
10	Pour tous les appels d'offres ouverts: Nous n'avons aucune preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis (OP) aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP.	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ».
11	Pour tous les appels d'offres ouverts: Aucune preuve concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission, en violation de l'article 83.3 du CMP.	Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.
12	Pour tous les appels d'offres ouverts: Les attributions définitives n'ont pas été publiées, en violation de l'article 85 du CMP.	Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.
13	AOO n°02: fourniture de denrées alimentaires; AOO relatif à la fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques: Les avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution, n'ont pas été joints dans le dossier, en violation de l'article 140 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 141 du CMP relatif à l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution.
14	AOO relatif au service de nettoyage des locaux: Le montant du marché (18 124 800 FCFA) est supérieur au montant estimé (18 000 000 FCFA) dans le PPM et publié sur le portail des marchés, en violation des articles 5 et 9 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 5 du CMP qui stipule que "avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'AC est tenue aussi exactement que possible d'évaluer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire.

15	AOO relatif au service de nettoyage des locaux: Le rapport d'évaluation n'a pas été classé dans le dossier.	Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres.
16	AOO: fourniture d'atelier et de maintenance; AOO: fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques; AOO: nettoyage des locaux: Ces Marchés n'ont pas été immatriculés à la DCMP, en violation de l'article 85 du CMP	Veiller à transmettre les marchés à la DCMP pour immatriculation conformément à l'article 86 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".
17	AOO N°02: Fourniture de denrées alimentaires: Nous avons constaté que le rapport d'évaluation met l'accent sur la comparaison des prix et non sur la conformité des offres par rapport aux critères fixés dans le DAO.	Veiller à attribuer le marché au candidat ayant l'offre conforme aux critères de qualification fixés et évaluée moins disante, conformément à l'article 59 du CMP.
18	Pour tous les appels d'offres ouverts: Non exhaustivité de l'archivage de pièces de marchés.	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.
19	AOON°03: Fourniture d'atelier et de maintenance: Le marché a été fractionné en appel d'offres ouvert et en DRP sans avis de la DCMP, en violation de l'article 140 du CMP;	Se conformer à l'article 140 du CMP relatif à la demande d'autorisation de la DCMP avant le fractionnement de tout marché.
20	AOO N°09: Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques: Les montants des offres et les pièces fournies n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal d'ouverture des plis, en violation de l'article 67.4 du CMP.	Veiller à mentionner dans les PV d'ouverture des plis les montants des offres et les pièces fournies par les soumissionnaires conformément à l'article 67.4 du CMP.
C	Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix	
21	DRP: fourniture d'atelier et de maintenance: Le Délai de préparation des offres est trop court (03 jours).	Veiller à accorder aux candidats consultés un délai raisonnable de préparation des offres.
22	Pour toutes les DRP:	Veiller à archiver les pièces de marchés

	Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés.	conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.
23	Pour toutes les DRP: Aucune preuve concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission, violation de l'article 83.3 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.
D	Exécution financière	
24	AOO: fourniture de bureau et consommables informatiques: Montant des règlements (17 976 084 FCFA) supérieur à celui du contrat (14 327 000 F CFA). Aucune autorisation n'a été mise à notre disposition.	Veiller à se conformer au montant du marché au moment des commandes.
25	AOO: fourniture de produits pharmaceutiques: Lot 1: attributaire global sourcing Incohérence dans l'établissement des documents de règlement (Facture, BL et PV de réception antérieurs à la commande).	Veiller à respecter la réglementation en matière de règlement des marchés.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2014 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;

- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;

- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

✚ Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

✚ Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.6. Modifications apportées par le Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics

Depuis le début de la réforme du système national de passation et de gestion des marchés publics, la réglementation y relative a connu des améliorations successives, qui avaient abouti à l'adoption du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. La mise en application dudit code a permis d'enregistrer des avancées notables qui ont propulsé le dispositif au niveau des standards internationaux, tant du point de vue de la transparence, de l'économie et de la rationalisation de l'utilisation du budget de l'Etat, ainsi que de la participation du secteur privé national aux appels d'offres, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Nonobstant ces acquis, il a été constaté, de façon récurrente, des difficultés pour les autorités contractantes de mener à bien leurs procédures de passation de marchés, et partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans un souci d'efficacité des procédures de passation des marchés publics, il a été jugé nécessaire d'abroger le décret n°2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de le remplacer par un autre.

Le décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics met l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et la responsabilisation des autorités contractantes à travers, notamment, le relèvement des seuils d'application des procédures du code des marchés publics avec toujours comme principes directeurs le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie.

2.7. Arrêtés d'application du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics

L'application de certaines dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, avait nécessité la prise d'arrêtés relatifs à :

- l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- la détermination du nombre et des conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- l'établissement des commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- l'établissement du modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- la détermination des seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- la détermination des seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

L'adoption d'un nouveau Code des Marchés publics, à travers le décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014, a rendu nécessaire la mise à jour de ces textes d'application, d'autant plus que des changements sont intervenus, pour certains, sur le numéro des articles du code auxquels ils faisaient référence.

Aussi, corolairement au relèvement des seuils de passation, il est procédé à un rehaussement des seuils d'exigibilité des garanties de soumission et de bonne exécution, pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Ainsi, en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics, les seuils en dessous desquels il n'est pas requis la garantie de soumission passent :

- de 30 millions FCFA TTC à 80 millions FCFA TTC pour les marchés de fournitures et de services ;
- de 60 millions FCFA TTC à 100 millions FCFA TTC pour les marchés de travaux.

Concernant la garantie de bonne exécution, dorénavant en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics, elle n'est obligatoire que :

- pour les marchés de fournitures et de services dont le montant est égal ou supérieur à 70 millions FCFA TTC, contre initialement 25 millions FCFA TTC, et ;
- pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont le montant est égal ou supérieur à 100 millions FCFA TTC, contre initialement 35 millions FCFA TTC.

Par ailleurs, à la faveur de la réforme introduite par l'Acte 3 de la décentralisation, prise en compte par le nouveau Code des Marchés Publics, l'arrêté d'application de l'article 36, alinéa 7 relatif aux commissions des marchés dans les régions autres que Dakar, prévoit, en plus des commissions régionales, les commissions départementales.

Egalement, compte tenu de ladite réforme, l'arrêté d'application de l'article 79 du Code des Marchés concernant les procédures simplifiées applicables aux marchés des petites collectivités locales, ne fait plus référence aux communautés rurales qui n'entrent plus dans la catégorie des collectivités locales.

Enfin, pour la mise en œuvre de l'article 141 du Code des Marchés Publics, les modalités du contrôle exercé par les cellules de passation sur les marchés échappant à la revue de la Direction centrale des marchés publics, sont décrites dans l'arrêté portant organisation et fonctionnement des cellules de passation, lequel dorénavant portera application des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics.

**LISTE DES ARRETES PRIS EN APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212
DU 22 SEPTEMBRE 2014 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS**

- Arrêté N° 00866 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00863 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 79 du Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;
- Arrêté N° 00862 du 22 janvier 2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00861 du 22 janvier 2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00860 du 22 janvier 2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00106 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés Publics.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

L'hôpital régional de Tambacounda, structure de référence hospitalière de la région a été construit en 1983 par l'Etat Sénégalais sur financement de la Banque Mondiale pour un montant de quatre cent soixante et un millions cent sept mille cinq cent (461.107.500) francs CFA.

A l'origine, la région ne disposait pas de structures techniques performantes pour prendre en charge les cas relevant de spécialités notamment chirurgicales obstétricales et pédiatriques. Le besoin de disposer d'une structure de ce niveau était d'autant plus pressant que les évacuations sanitaires se faisaient vers principalement l'hôpital de Kaolack à partir d'un réseau routier défectueux.

Son ouverture tardive en 1987 s'expliquait par l'inadaptation du cadre architectural eu égard surtout aux conditions climatiques, au manque de personnel et à l'arrivée tardive des équipements. Ces distorsions notées dès l'ouverture expliquent aujourd'hui encore en grande partie les problèmes liés au fonctionnement et à l'organisation des services.

L'hôpital couvre toute la région de Tambacounda soit, rappelons-le, une région qui s'étend sur 59.602 Km² pour une population de plus de 500.000 habitants. Son rayon d'action dépasse largement le cadre régional, car il intéresse non seulement une partie des régions avoisinantes plus particulièrement Kolda, Kaolack et Saint-Louis, mais aussi les pays limitrophes tels que le Mali, la Mauritanie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et la Gambie.

3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)

Les textes portant nomination des membres de la Commission des Marchés dans le CHRTc sont établis par décision n°000271/MSAS/CHRTc/DIR/SAF en date du 24/02/2014.

Les membres de la Commission sont les suivants:

- Mr Ignace BIAGUI, Chef du Service Administratif et Financier Président;
- Docteur Ndella Elisabeth DIALLO, pharmacienne, membre;
- Docteur Djibril S YANSANA, PCMP, membre;
- Madame Fatou SECK, Chef de la division de l'Economat, membre;
- Monsieur Alassane FALL, Contrôleur d'Etat, membre;
- Monsieur DjibyNDIAYE, Chef protocole du Gouvernement de Tambacounda, membre;
- Monsieur Pape NDIAYE, Comptable suppléant;
- Monsieur Ibrahima SIGNATE, Comptable matière de la pharmacie, suppléant;

- Monsieur Samba CAMARA, Chef de la division de la maintenance, suppléant;
- Monsieur Ablaye SIDIBE, Comptable suppléant;
- Monsieur le représentant du contrôleur financier, suppléant;
- Monsieur Ibrahima TRAORE, suppléant.

Constats:

Les actes de nomination des membres de la commission des marchés et de leurs suppléants n'ont pas été établis et envoyés à l'ARMP et à la DCP avant le 5 janvier de l'année conformément à l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du degré 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Les chartes de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signées par les membres de la commission et de leurs suppléants dans lesquelles ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n°2005-576 du 22 juin 2005, n'ont pas été mises à notre disposition.

3.1.3. Cellule de Passation des marchés

Les textes portant nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés au sein du Centre Hospitalier Régional de Tambacounda sont établis par décision n°000398 en date du 14 mars 2014.

Les membres sont les suivants:

- Président Monsieur Adama DIENG, contrôleur de gestion;
- Monsieur Alioune Badara DIOP, Agent comptable particulier;
- Monsieur Fadel NDIAYE, Auditeur Interne;
- Madame Thiaba Coura NDIOUCK, Chef Division des Finances.

Constats:

Les copies des actes de nomination des membres de la cellule de passation des marchés et les déclarations signées, transmises à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012, n'ont pas été mises à notre disposition.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré et transmis les rapports trimestriels et le rapport annuel, en violation de l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.

3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés est établi par décision n°000272/MSAS/CHRTc/DIR/SAF en date du 24/02/2014 et transmis à l'ARMP et à la DCMP en date du 26/02/2014.

Le PPM est modifié pour la première fois par décision n°00090644/MSAS/CHRTc/DIR/SAF en date du 19/05/2014 et enregistré à la DCMP en date du 21/05/2014.

Le PPM est révisé pour la dernière fois par décision n°0001255/MSAS/CHRTc/DIR/SAF en date 24/10/2014 et publié sur le portail des Marchés Publics en date du 28/10/2014.

Constats

Le plan de passation des marchés publics n'a pas été établi et transmis à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 1er décembre de l'année précédant l'année budgétaire considérée, en violation des articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM est établi par décision n°000289/MSAS/CHRTc/DIR/SAF en date du 25/02/2014. Il n'a pas été publié sur le portail des marchés publics, en violation des articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

Le CHRTc ne dispose pas de salle d'archive pour les dossiers relatifs au marchés publics conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP.

3.1.7. Autres

3.1.7.1. Registre des marchés

Le registre de marché du CHRTc pour la gestion 2014 n'a pas été mis à notre disposition.

3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières

Le CHRTc n'a pas mis à notre disposition le manuel de procédures administratives, comptables et financières opérationnel (bonne pratique).

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

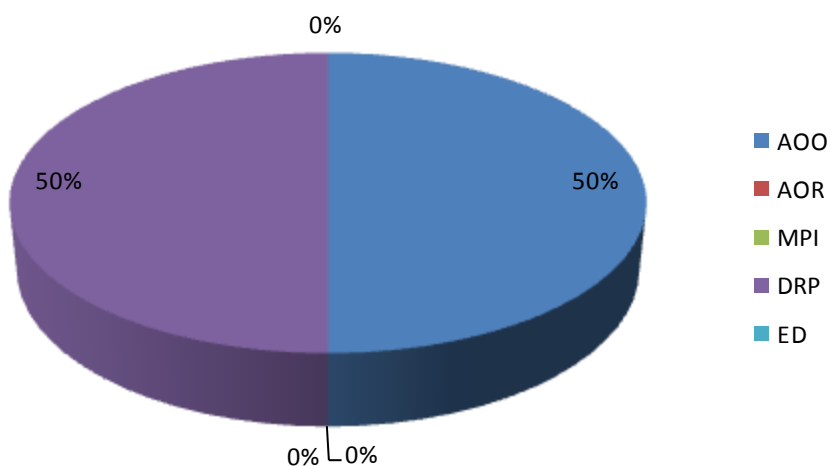
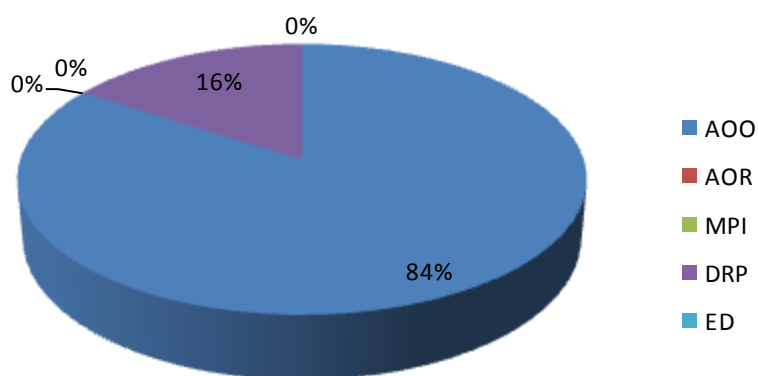
3.2.1. Echantillon

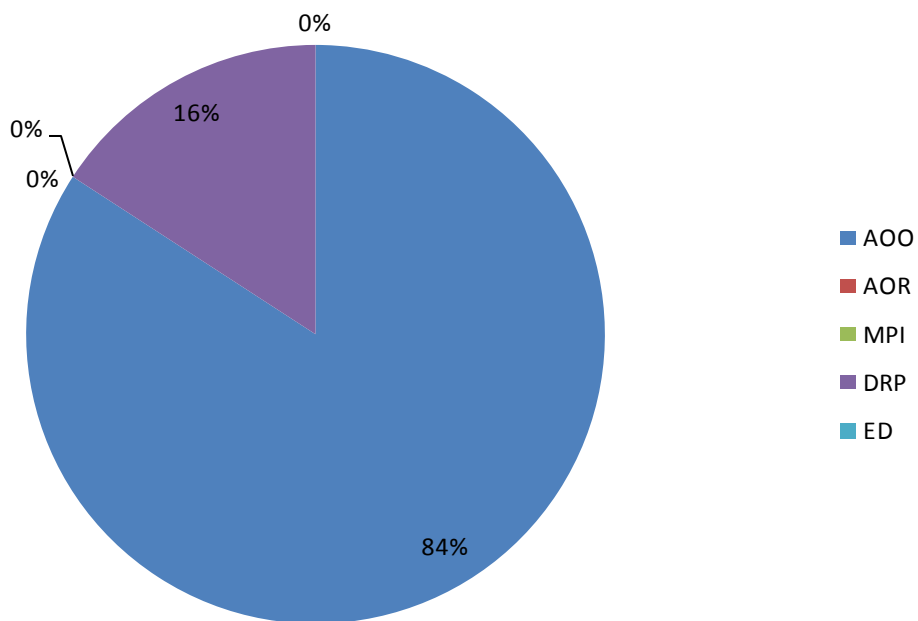
Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que le CHRTc a passé des marchés :

- par appel d'offres ouverts pour un montant de 208 191 900 FCFA TTC;
- par des DRP pour un montant de 39 183 550 CFA TTC.

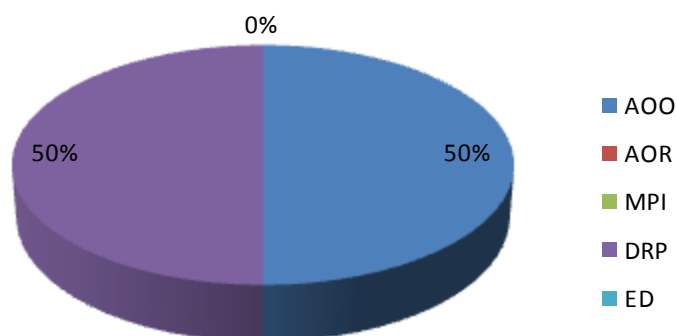
La liste des marchés reçus et échantillonnage:

Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2014	Montant en FCFA	Nbre de contrats en 2014	Montant en FCFA	Nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	05	208 191 900	05	208 191 900	100%	100%
Appel d'offre restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Marchés de prestations intellectuelles	-	-	-	-	-	-
Demande de renseignement et de prix	05	39 183 550	05	39 183 550	100%	100%
Entente directe	-	-	-	-	-	-
TOTAL	10	247 375 450	10	247 375 450	100%	100%

CARTOGRAPHIE DES MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION DE 2014**Marchés passés au titre de la gestion de 2014 en nombre****Marchés passés au titre de la gestion de 2014 en valeur**

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS AU TITRE DE LA GESTION DE 2014
EN NOMBRE ET EN VALEUR**Marchés revus en valeur au titre de la gestion de 2014**

Marchés revus en nombre au titre de la gestion de 2014



3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHRTc en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par AOO

Cinq (05) marchés sont conclus par appels d'offres ouverts pour un montant total de 208 191 900 FCFA TTC.

Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés passés par AOO:

AOO N°F-CHRT-001FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES-TOUMED-14 337 000 FCFA

- Aucune preuve sur l'ouverture des plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP;
- Nous n'avons pas de preuve sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation de l'article 67.4 du CMP;

- Les pièces administratives (Attestations IPRES, CSS et IRT) fournies par TOUMED, l'attributaire du marché, n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation 44 alinéa c du CMP;
- Les avis d'insertion de l'attribution définitive ne sont pas joints dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;
- Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le respect de la procédure d'évaluation des offres;
- Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus sur le rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP.

AOO N°02-14 FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES-LOT1: KAINOU SY-19 321 000 FCFA, LOT 2: ABDOU AZIZ FALL-6 495 000 FCFA, LOT3: ADAMA BA-10 465 000 FCFA, LOT 4: GIE DIAPPO-7 211 400 FCFA, LOT 5: GIE DIAPPO - 31 956 500 FCFA.

- PV d'ouverture des plis n'a pas été classé dans le dossier;
- Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Nous avons constaté que le rapport d'évaluation met l'accent sur la comparaison des prix et non sur la conformité des offres par rapport aux critères fixés dans le DAO;
- L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution, n'a pas été joint dans le dossier, en violation de l'article 140 du CMP;
- Le contrat de marché du lot 3 n'est pas joint dans le dossier.

AOO N°03-14 FOURNITURES D'ATELIER ET DE MAINTENANCE-ADANSONIA DISTRIBUTION-12 496 500 FCFA

- Nous n'avons pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Avis de publication d'attribution provisoire n'a pas été classé dans le dossier;

- Le marché a été fractionné en appel d'offres ouvert et en DRP sans avis de la DCMP, en violation de l'article 140 du CMP;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Le rapport d'évaluation n'a pas été joint dans le dossier. En effet, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure d'évaluation des offres;
- Le marché n'a pas été immatriculé par la DCMP, en violation de l'article 85 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus y compris ceux passés par DRP à compétition ouverte, sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".

AOO N°F-CHRT-009 FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES-LOT1: GLOBAL SOURCING- 5 593 550 FCFA, LOT2: AVALON PHARMA-5 433 000 FCFA, LOT3: GLOBAL SOURCING- 12 532 500 FCFA, LOT4: AVALON PHARMA-3 427 500 FCFA, LOT5: DRP-1 020 000 FCFA, LOT6: DRP- 1 190 000 FCFA, LOT7: AVALON PHARMA- 20 125 000 FCFA, LOT8: TOUMED-2 462 000 FCFA, TECHNOLOGIES SERVICES-LOT 9.1-4 836 000 FCFA; LOT 9.3-6 640 500 FCFA; LOT 9.4-5 398 000 FCFA, DRP- LOT 9.2-1 154 000 FCFA; LOT9.5-8 288 500 FCFA; LOT 9.6-4 698 000 FCFA.

- Aucune preuve sur l'ouverture des plis en séance publique, en violation de l'article 67.2 du CMP;
- Les montants des offres et les pièces fournies n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal d'ouverture des plis, en violation de l'article 67.4 du CMP qui stipule que " Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats".
- Nous n'avons pas de preuve sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires;
- L'avis d'insertion de l'attribution définitive n'est pas joint dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;
- Le rapport d'évaluation du marché n'est pas joint dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier sur le respect des procédures d'évaluation des offres;

- L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution n'a pas été joint dans le dossier conformément à l'arrêté 11 580 dans son article 2 et en violation de 140 du CMP;
- Le marché n'a pas été immatriculé à la DCMP, en violation de l'article 85 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC";
- Aucune preuve de la notification des candidats non retenus sur le rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP.

**AOO N°06-14 NETTOIEMENT DES LOCAUX- ADANSONIA DISTRIBUTION-
18 124 800 FCFA**

- Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;
- Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP;
- Avis d'insertion de l'attribution provisoire n'est pas classé dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;
- Le rapport d'évaluation n'a pas été classé dans le dossier. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des procédures d'évaluation des offres;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Le montant du marché (18 124 800 FCFA) est supérieur au montant estimé (18 000 000 FCFA) dans le PPM et publié sur le portail des marchés, en violation des articles 5 et 9 du CMP;
- Le marché n'a pas été immatriculé par DCMP, en violation de l'article 85 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".

3.2.4. Marchés conclus par AOR

Aucun marché n'a été passé par appels d'offres restreints.

3.2.5. Marchés conclus par Demande de Renseignement et Prix (DRP)

Cinq (05) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de **39 183 550F CFA TTC**.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

DRP N°04-14./MSAS/CHRT: L'ACQUISITION D'UNE AUTOMATE D'HEMATOLOGIE-TECHNOLOGIE SERVICES - 6 500 000 FCFA

- La DRP relative à l'acquisition d'une Automate Hématologie n'a pas été inscrite sur le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;
- A l'exception du contrat, aucune autre pièce relative à la procédure de passation n'a été jointe dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.

DRP N°: FOURNITURE D'ATELIER ET DE MAINTENANCE- ETS SERIGNE SALIOU MBACKE-5 867 550 FCFA

- La DRP n'a pas été inscrite sur le PPM, en violation de l'article 6 du CMP;
- Le délai de préparation des offres est trop court (03 jours);
- La DRP a été fractionnée avec l'appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition d'atelier et de maintenance. L'autorisation de la DCMP n'a pas été mise à notre disposition, en violation de l'article 140 du CMP;
- Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 78 du CMP;
- La notification des candidats non retenus n'a pas été jointe dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces administratives (Attestations IPRES, CSS, IRT) fournies n'ont pas été archivées, en violation de l'article 44 du CMP.

DRP N°: F-CHRT 004: FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN- BOROM GAWANE-14 000 000 FCFA

- Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, en violation de l'article 78 du CMP;
- Les PV d'ouverture des plis et d'attribution provisoire n'ont pas été joints dans le dossier;
- Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP;
- Les pièces administratives (Attestations IPRES, CSS, IRT) n'ont pas été fournies par les soumissionnaires, en violation de l'article 44 du CMP.

DRP RELATIVE AU SERVICE DE GARDIENNAGE- GIE DIAPO-12 816 000 FCFA

- Les lettres d'invitation n'ont pas été archivées;
- A l'exception du contrat, aucun autre document n'a été joint dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur la procédure de passation du marché.

3.2.6. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP

Aucun recours n'a été enregistré au comité de règlement des différends (CRD).

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière**AOO N°F-CHRT-001 FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES- TOUMED-14 337 000 FCFA**

Le montant de la commande et des règlements est de 17 976 084 FCFA, supérieur à celui du marché (14 327 000 F CFA).

AOO N°F-CHRT-009 FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES- LOT1: GLOBAL SOURCING- 5 593 550 FCFA, LOT2: AVALON PHARMA-5 433 000 FCFA, LOT3: GLOBAL SOURCING- 12 532 500 FCFA, LOT4: AVALON PHARMA-3 427 500 FCFA, LOT5: DRP-1 020 000 FCFA, LOT6: DRP- 1 190 000 FCFA, LOT7: AVALON PHARMA- 20 125 000 FCFA, LOT8: TOUMED-2 462 000 FCFA, TECHNOLOGIES SERVICES-LOT 9.1-4 836 000 FCFA; LOT 9.3-6 640 500 FCFA; LOT 9.4-5 398 000 FCFA, DRP- LOT 9.2-1 154 000 FCFA; LOT9.5- 8 288 500 FCFA; LOT 9.6- 4 698 000 FCFA.

- Les dates de la facture (19/07/2014) et du BL (19/07/2014) de Global sourcing sont antérieures à celles du BC (21/07/2014) pour un montant de 468 000 F CFA; cela indique qu'une régularisation a été effectuée.
- Les dates du BC, de la facture et du BL de Global sourcing sont antérieures à la date d'approbation du marché (01/08/2014).

DRP N°: FOURNITURE D'ATELIER ET DE MAINTENANCE- ETS SERIGNE SALIOU MBACKE-5 867 550 FCFA

- La date du bon de commande (12/05/2014) et de la facture (13/05/2014) est antérieure à la date d'approbation du marché (16/05/2014). cela indique qu'une régularisation a été effectuée.

DRP N°: F-CHRT 004: FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN- BOROM GAWANE-14 000 000 FCFA

Le montant de la commande et des règlements est de 14 895 471 F CFA supérieur au montant du marché 14 000 000 F CFA.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Le marché sélectionné pour l'audit physique est suivant:

N°	Objet du marché	Mode de passation	Catégorie	Montant CFA TTC	Attributaire
1	Acquisition d'automate d'hématologie	AOO	Fourniture	6 500 000	Technologie Services

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

Acquisition d'automate d'hématologie



3.4.3. Résultats

Aucune anomalie particulière n'a été notée sur l'audit physique.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Veiller à se conformer aux dispositions de l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du degré 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être président de la Commission des Marchés;
- Veiller à se conformer aux dispositions l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du degré 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP;
- Veiller à se conformer à l'Arrêté n°00865 du 22/01/2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM qui stipule que les copies des actes de nomination et déclarations signées des membres de la cellule sont transmises à la DCMP et l'ARMP avant le 05 janvier de chaque année

- Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMF conformément à l'article 144 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMF avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'AC dont elle relève, de l'organe de régulation des marchés publics et de l'ARMP;
- Veiller à communiquer le plan de passation des marchés à la DCMF et à l'ARMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, conformément à l'article 6 du code des marchés publics;
- Veiller à se conformer à l'article 6 du CMP qui stipule que l'AC établit et publie un avis général de passation des marchés avant le 15 janvier de l'année prévue pour leur passation;
- S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché;
- Etablir un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- Mettre en place un manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.

4.2. Recommandations relatives à la Passation des Marchés examinés

Marchés conclus par appel d'offres ouverts (AOO)

- Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion;
- Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et transmis à tous les candidats » ;

- Veiller à se conformer à l'article 141 du CMP relatif à l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution;
- Veiller à transmettre les marchés à la DCMP pour immatriculation conformément à l'article 86 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC";
- Veiller à se conformer à l'article 5 du CMP qui stipule que "avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'AC est tenue aussi exactement que possible que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire;
- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP;
- Se conformer à l'article 9 du CMP qui préconise d'évaluer le montant estimé des fournitures, des travaux et des prestations et de s'assurer au préalable, de l'existence de crédits budgétaires suffisants avant la signature de tout contrat;
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP qui stipule que le "défaut de fournir la garantie de soumission à l'ouverture des plis entraîne le rejet de l'offre";
- Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement des dossiers de marchés élaboré et diffusé par ARMP.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP):

- Se conformer à l'article 78 du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP;
- Veiller à accorder aux candidats consultés un délai raisonnable de préparation des offres;
- Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP;
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Veiller à éviter d'exécuter des marchés avant l'approbation des contrats;
- Veiller au respect de la réglementation en matière de règlement des marchés.

4.4. Recommandations relatives à l'audit physique

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur nos travaux relatifs à l'audit physique pour formuler des recommandations.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE L'EXERCICE 2011	NIVEAU D'EXECUTION
1	Veiller à une estimation correcte et réaliste des besoins pour éviter autant que possible des situations d'appel d'offres sans suite pour dépassement de budget/couverture budgétaire insuffisante.	Résolu
2	Il est plus judicieux de mieux élargir la concurrence quitte à lancer des AOO en lots séparés plutôt que d'avoir à chaque DRP les mêmes candidats qui semblent s'étendre pour gagner à tour de rôle de façon concertée	Non résolu
3	Privilégier-accorder suffisamment de délai aux candidats pour répondre aux DRP	Non résolu
4	Eviter de procéder à la correction des omissions constatées dans les offres car il s'agit de cas de non-conformité évidente étant entendu que les seuils de corrections acceptables sont celles relatives aux erreurs arithmétiques	Résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs aux marchés passés par appel d'offres sont les suivants:

- a. Non-respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés;
- b. Violation de l'article 67.2 du CMP relatif à l'ouverture des plis en séance publique;
- c. Violation de l'article 67.4 du CMP: Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;
- d. Violation de l'article 83.3 du CMP: Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres;
- e. Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis d'insertion de l'attribution définitive;
- f. Violation de l'article 140.b) du CMP sur l'avis préalable de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et du PV d'attribution provisoire de la CM;
- g. Violation de l'article 5 du CMP relatif à la détermination de la nature et l'étendue des besoins à satisfaire;
- h. Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires;
- i. Violation de l'article 85 du CMP sur les marchés non immatriculés à la DCMP;
- j. Violation de l'article 44 du CMP: Défaut de fourniture de pièces administratives.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les appels d'offres ouverts:

N°	Objet	Constats n°									
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
1	Fourniture de bureau et consommables informatiques	x	x	x	x	x					x
2	Fourniture de denrées alimentaires	x	x	x	x	x	x				
3	Fourniture d'atelier et de maintenance	x	x	x	x	x				x	
4	Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques	x	x	x	x	x	x			x	
5	Service nettoyage des locaux	x	x	x		x		x	x	x	
Total		5	5	5	5	5	2	1	1	3	1

6.2. Statistiques sur les anomalies de l'Appel d'Offres Restreints (AOR)

RAS

6.3. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

- a. Lettre d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires;
- b. Délai de préparation des offres trop court (03 jours);
- c. Violation de l'article 6 du CMP: Défaut d'inscription des marchés sur le PPM;
- d. Violation de l'article 44 du CMP sur la fourniture de pièces administratives (registre du commerce, NINEA et quitus fiscal);
- e. Violation de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur les demandes de renseignements et de prix:

N°	Objet	Constats n°				
		a	b	c	d	e
1	Acquisition d'automate d'hématologie			x	x	x
2	Fourniture d'atelier et de maintenance		x	x	x	x
3	Fourniture de produits d'entretien	x			x	x
4	Service de gardiennage	x			x	x
TOTAL		2	1	2	4	4

7. ANNEXES

7.1. Fiches synoptiques

APPELS D'OFFRES OUVERTS

**APPEL D'OFFRES OUVERT N°02-14 FOURNITURES
DE DENREES ALIMENTAIRES**

1. Financement :	BUDGET DE L'HOPITAL			
2. Nom de l'Autorité contractante:	COMMUNE DE TAMBA			
3. Type de marché :	FOURNITURE			
4. Numéro du marché :	AOO N°0 3-14 / CPM/CZ			
6. Nom de l'attributaire du marché :	Lots	Nature	Fournisseurs	Montants
	01	Viande bœuf et poulet de chair	KAINOU SY	19 321 000
	02	Pain de farine de blé	ABDOU AZIZ FALL	6 495 000
	03	Poisson	ADAMA BA	10 465 000
	04	Légume et condiments	GIE DIAPPO	7 211 400
	05	Prdts alimentaires de premières nécessités	GIE DIAPPO	31 956 500
	TOTAL TTC			75 448 900
7. Nombre d'offres reçues :	05			
Date de publication	31/03/2014			
8. Date limite de dépôt des offres :	25/04/2014			
9. Date d'ouverture des plis :	25/04/2014			
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	28/04/2014			
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :				
12. Date d'Approbation :	- 01/08/2014			
13. Date de notification provisoire :	-16/06/2014			
14. Date de publication de l'attribution définitive :	19/09/2014			
15. Date ordre de service de commencer	-			
16.Délai de validité des offres	118 jours			
Date d'ordre de service	-			
17. Délai d'exécution :	07 jours après chaque commande			
19. Montant marché :	75 448 900			
20. Montant budget :	76 500 000			
ANOMALIES	ET	-		
		Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des		

POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - PV d'ouverture des plis n'a pas été classé dans le dossier; - Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP; - Nous avons constaté que le rapport d'évaluation met l'accent sur la comparaison des prix et non sur la conformité des offres; - L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution, n'a pas été joint dans le dossier; - Le contrat de marche du lot 3 n'est pas joint dans le dossier ;
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 84.3 du CMP ; - Veiller publier l'attribution définitive conformément à l'article 86 du CMP; - Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres afin de nous permettre d'apprécier le respect des principes de transparence, d'équité, d'impartialité sur l'évaluation; - Veiller à se conformer à l'article 141 du CMP qui stipule que: "La DCMP émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès verbal d'attribution provisoire du marché établis par la Commission des Marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté du MEF", - Veiller à joindre dans le dossier le contrat de marché.

**APPEL D'OFFRES OUVERT N°F-CHRT-009 FOURNITURE
DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES**

1. Financement :	BUDGET DE L'HOPITAL
2. Nom de l'Autorité contractante :	COMMUNE DE TAMBA
3. Type de marché :	FOURNITURE
4. Numéro du marché :	AOO N°F-CHRT-009 / CPM/CZ
6. Nom de l'attributaire du marché :	LOT1: GLOBAL SOURCING- 5 593 550 FCFA, LOT2: AVALON PHARMA-5 433 000 FCFA, LOT3: GLOBAL SOURCING- 12 532 500 FCFA, LOT4: AVALON PHARMA-3 427 500 FCFA, LOT5: DRP-1 020 000 FCFA, LOT6: DRP- 1 190 000 FCFA, LOT7: AVALON PHARMA- 20 125 000 FCFA, LOT8: TOUMED-2 462 000 FCFA, TECHNOLOGIES SERVICES-LOT 9.1-4 836 000 FCFA; LOT 9.3-6 640 500 FCFA; LOT 9.4-5 398 000 FCFA, DRP- LOT 9.2-1 154 000 FCFA; LOT9.5- 8 288 500 FCFA; LOT 9.6- 4 698 000 FCFA.
7. Nombre d'offres reçues :	09
Date de publication	Le populaire en date du 02 avril 2014
8. Date limite de dépôt des offres :	25 avril 2014 à 10h
9. Date d'ouverture des plis :	25/04/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	05/05/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	
12. Date d'Approbation :	- 01/08/2014
13. Date de notification provisoire :	16 /06/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Avis d'insertion de la publication définitive d'attribution n'est pas joint dans le dossier
15. Date ordre de service de commencer	
16. Délai de validité des offres	118 jours
Date d'ordre de service	-
17. Délai d'exécution :	15 jours après la réception du bon de commande
19. Montant marché :	87 784 700 FCFA TTC
20. Montant budget :	107 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune preuve sur l'ouverture des plis en séance publique; - Les montants des offres et les pièces fournies n'ont pas été mentionnés dans le procès verbal d'ouverture des plis, en violation de l'article 67.4 du CMP; - Nous n'avons pas de preuve sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires; - L'avis d'insertion de l'attribution définitive n'est pas joint dans le dossier; - Le rapport d'évaluation du marché n'est pas joint dans le dossier, par conséquent nous ne sommes pas en mesure

	<p>d'apprécier le respect des procédures d'évaluation;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution n'a pas été joint dans le dossier conformément à l'arrêté 11 580 dans son article 2 et en violation de 140 du CMP; - Le marché n'a pas été immatriculé à la DCMP; - Aucune preuve de la notification des candidats non retenus sur le rejet de leur offre; - Les dates de la facture (19/07/2014) et du BL (19/07/2014) de Kima Partner sont antérieures celle du BC (21/07/2014) pour un montant de 468 000 F CFA; - Les dates du BC, de la facture et du BL sont antérieures à la date d'approbation du marché (01/08/2014).
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP; - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP qui stipulent que "Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi toute autre information que l'AC peut juger utile faire connaître, sont consignés dans un procès verbal signé par les membres de la Commission des Marchés présents et remis à tous les soumissionnaires; - Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres afin de nous permettre d'apprécier le respect des principes de transparence, d'équité, d'impartialité sur l'évaluation; - Veiller à se conformer à l'article 141 du CMP qui stipule que: "La DCMP émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès verbal d'attribution provisoire du marché établis par la Commission des Marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté du MEF"; - Veiller à se conformer à l'article 86 du CMP qui stipule que " les marchés régulièrement conclus y compris ceux passés par DRP à compétition ouverte, sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC"; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 84.3 du CMP ; - Veiller publier l'attribution définitive conformément à l'article 86 du CMP; - Veiller à respecter les procédures de règlement des marchés; - Veiller à éviter d'exécuter des marchés avant l'approbation des contrats.

**APPEL D'OFFRES OUVERT N°F-CHRT-001 FOURNITURE
DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

1. Financement :	BUDGET DE L'HOPITAL
2. Nom de l'Autorité contractante :	COMMUNE DE TAMBA
3. Type de marché :	FOURNITURE
4. Numéro du marché :	AOO N°F-001 /CPM/CZ
6. Nom de l'attributaire du marché :	TOUMED
7. Nombre d'offres reçues :	05
Date de publication	Le populaire en date du 31 mars 2014
8. Date limite de dépôt des offres :	25 avril 2014 à 10h
9. Date d'ouverture des plis :	25/04/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	28/04/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	
12. Date d'Approbation :	- 26/06/2014
13. Date de notification provisoire :	-16 /06/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Avis d'insertion n'est pas joint dans le dossier
15. Date ordre de service de commencer	
16. Délai de validité des offres	90 jours
Date d'ordre de service	-
17. Délai d'exécution :	7 jours après la réception du bon de commande
19. Montant marché :	14 337 000
20. Montant budget :	16 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune preuve sur l'ouverture des plis en séance publique; - Nous n'avons pas de preuve sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires; - L'attributaire TOUMED n'a pas fourni de pièces administratives (Attestations IPRES, CSS et IRT), en violation 44 alinéa c du CMP; - Les avis d'insertion de l'attribution définitive ne sont pas joints dans le dossier; - Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint dans le dossier, par conséquent nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le respect de la procédure d'évaluation des offres; - Aucune preuve concernant la notification des candidats non retenus sur le rejet de leurs offres; - Le montant commandé et payé est de 17 976 084 FCFA supérieur au montant du marché 14 327 000 F CFA.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application

	<p>de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 84.3 du CMP ;- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP relatives à la fourniture des attestations justifiant, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel, qu'il a satisfait à ses obligations à l'égard de la CSS, IPRES, Impôt et IRT;- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 86 du CMP;- Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres afin de nous permettre d'apprécier le respect des principes de transparence, d'équité, d'impartialité sur l'évaluation.
--	---

APPEL D'OFFRES OUVERT N°06-14 NETTOIEMENT DES LOCAUX

1. Financement :		BUDGET DE L'HOPITAL		
2. Nom de l'Autorité contractante :		COMMUNE DE TAMBA		
3. Type de marché :		SERVICE		
4. Numéro du marché :		AOO N°0 6-14 / CPM/CZ		
6. Nom de l'attributaire du marché :	Nature	Fournisseurs		Monta
	Nettoiemnt des locaux	ADANSONIA DISTRIBUTION	18 124 800	
	TOTAL TTC			18 124
7. Nombre d'offres reçues :		04		
Date de publication				
8. Date limite de dépôt des offres :		25/04/2014		
9. Date d'ouverture des plis :		25/04/2014		
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :		-		
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :				
12. Date d'Approbation :		-		
13. Date de notification provisoire :		-		
14. Date de publication de l'attribution définitive :		19/09/2014		
15. Date ordre de service de commencer				
16. Délai de validité des offres		118 jours		
Date d'ordre de service		-		
17. Délai d'exécution :		15 jours après chaque commande		
19. Montant marché :		18 124 800		
20. Montant budget :		18 000 000		
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none">- Les convocations des membres de la commission des marchés n'ont pas été jointes dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP;- Pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;- Avis d'insertion de l'attribution provisoire n'est pas classé dans le dossier;- Le rapport d'évaluation n'a pas été classé dans le dossier. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect des procédures d'évaluation des offres;- Les candidats non retenus n'ont pas été informés, en violation de l'article 83.3 du CMP;- Le montant du marché (18 124 800 FCFA) est supérieur au montant			

	<p>estimé (18 000 000 FCFA) dans le PPM, en violation de l'article 9 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les commandes ont commencé le 03/03/2014 avant l'approbation du marché (18/07/2014); - La date de notification est antérieure à la date d'approbation; - Le marché n'a pas été immatriculé par DCMP.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à joindre dans le dossier les convocations et les décharges des membres de la commission; - Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à joindre dans le dossier l'avis d'insertion de l'attribution provisoire; - Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres afin de nous permettre d'apprécier le respect des principes de transparence, d'équité, d'impartialité sur l'évaluation; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 84.3 du CMP ; - Veiller à se conformer à l'article 86 du CMP qui stipule que " les marchés régulièrement conclus y compris ceux passés par DRP à compétition ouverte, sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC". - Veiller au respect des procédures de règlements des marchés.

**APPEL D'OFFRES OUVERT N°0 3-14 FOURNITURES
D'ATELIER ET DE MAINTENANCE**

1. Financement :	BUDGET DE L'HOPITAL
2. Nom de l'Autorité contractante :	COMMUNE DE TAMBA
3. Type de marché :	FOURNITURE
4. Numéro du marché :	AOO N°0 3-14 /CPM/CZ
6. Nom de l'attributaire du marché :	ADANSONIA DISTRIBUTION
7. Nombre d'offres reçues :	02
Date de publication	02/04/2014
8. Date limite de dépôt des offres :	25/04/2014
9. Date d'ouverture des plis :	25/04/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	-28/04/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	
12. Date d'Approbation :	-
13. Date de notification provisoire :	-
14. Date de publication de l'attribution définitive :	19/09/2014
15. Date ordre de service de commencer	
16. Délai de validité des offres	118 jours
Date d'ordre de service	-
17. Délai d'exécution :	07 jours Au plus tard après réception du bon de commande
19. Montant marché :	12 496 500
20. Montant budget :	27 000 000
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Nous n'avons pas de preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Avis de publication d'attribution provisoire n'a pas été classé dans le dossier; - Le marché a été fractionné en appel d'offre ouvert et en DRP sans avis de la DCMP, en violation de l'article 141 du CMP; - Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 84.3 du CMP; - Le rapport d'évaluation n'a pas été joint dans le dossier. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure d'évaluation des offres; - Le marché n'a pas été immatriculé par la DCMP, en violation de l'article 85 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus y compris ceux passés par DRP à compétition ouverte, sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par

	l'AC
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ;- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 84.3 du CMP qui stipule que " Lorsque l'AC approuve la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ou de l'avis de la DCMP, elle avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offre, leur restitue les garanties de soumission et publie et avis d'attribution provisoire ;- Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation du marché afin de nous permettre d'apprécier sur le respect des principes de transparence, d'équité et d'impartialité dans l'évaluation des offres;- Veiller à se conformer à l'article 86 du CMP qui stipule que " les marchés régulièrement conclus y compris ceux passés par DRP à compétition ouverte, sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

**DRP N°04-14. /MSAS/CHRT: L'ACQUISITION
D'UNE AUTOMATE D'HEMATOLOGIE**

1. Financement :	Budget de l'Hôpital
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Tamba
3. Intitulé du marché :	FOURNITURE
4. Numéro du marché :	DRP N°04-14/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	TECHNOLOGIE SERVICES
7. Nombre d'offres reçues :	04
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	Non datée
10. Date ouverture des plis :	-
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	30/05/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	15 JOURS
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	6 500 000 TTC
18. Montant du Budget :	Non inscrit sur le PPM
19. Délai validité offre :	-
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP relative à l'acquisition d'une Automate Hématologie n'a pas été inscrite sur le PPM; - A l'exception du contrat, aucune autre pièce relative à la procédure de passation n'a été jointe dans le dossier de marché. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation du marché.
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer à l'article 78 du CMP et à la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de DRP; - Veiller à se conformer aux articles 6 et 9 du CMP relatifs à l'inscription des marchés dans le PPM et de s'assurer à l'existence préalable de crédits budgétaires avant la signature de

- | | |
|--|---|
| | <p>tout marché;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à archiver les documents de passation et d'exécution des marchés afin de faciliter les travaux de contrôle, mais aussi c'est essentiel au regard de l'exigence de transparence sur l'exécution des marchés. |
|--|---|

DRP N°: F-CHRT 004: FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN

1. Financement :	Budget de l'Hôpital
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Tamba
3. Intitulé du marché :	Fourniture
4. Numéro du marché :	DRP N° F-CHRT 004/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	BOROM GAWANE
7. Nombre d'offres reçues :	N°
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	20/06/2014
10. Date ouverture des plis :	-
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	04/07/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	7 jours après la réception du bon de commande
16. Date de réception :	14/07/2014
17. Montant du marché :	14 000 000
18. Montant du Budget :	14 000 000
19. Délai validité offre :	11jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires; - Les PV d'ouverture des plis et d'attribution provisoire n'ont pas été joints dans le dossier ; - Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été jointes dans le dossier; - Les pièces administratives n'ont pas été fournies par les soumissionnaires (Attestations IPRES, CSS, IRT); - Le montant des commande et des règlements est de 14 895 471 F CFA supérieur au montant du marché 14 000 000 F CFA.
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer à l'article 78 du CMP et au circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de demande de renseignement et de prix ; - Veiller à joindre dans le dossier les Procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution; - Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP

	<p>relatif à la fourniture de pièces administratives;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à se conformer au montant du contrat lors des commandes.
--	--

DRP N°: FOURNITURE D'ATELIER ET DE MAINTENANCE

1. Financement :	Budget de L'Hôpital
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Tamba
3. Intitulé du marché :	Fourniture
4. Numéro du marché :	DRP N°/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	ETS SERIGNE SALIOU MBACKE
7. Nombre d'offres reçues :	05
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	09/05/2014
10. Date ouverture des plis :	12/05/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	16/05/2014
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	-
16. Date de réception :	16/05/2014
17. Montant du marché :	5 867 550
18. Montant du Budget :	Non inscrit dans le PPM
19. Délai validité offre :	03 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP n'a pas été inscrite sur le PPM, en violation de l'article 6 du CMP; - Le délai de préparation des offres très court (03 jours); - La DRP a été fractionnée de l'appel d'offres ouvertes relatif à l'acquisition d'atelier et de maintenance. L'autorisation de la DCMP n'a pas été mise à notre disposition, en violation de l'article 140 du CMP; - Les lettres d'invitation n'ont pas été déchargées par leurs destinataires; - La notification des candidats non retenus n'ont pas été jointe dans le dossier; - Les pièces administratives (Attestations IPRES, CSS, IRT) fournies n'ont pas été archivées ; - La date du bon de commande (12/05/2014) et de la facture (13/05/2014) est antérieure à la date d'approbation du marché (16/05/2014).

RECOMMANDATIONS :

- Se conformer à l'article 78 du CMP et au circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de demande de renseignement et de prix ;
- Se conformer à l'article 6 du CMP qui stipule que "Lors de l'établissement de leur budget, les Autorités Contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés;
- Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives;
- Veiller à éviter d'exécuter un marché avant l'approbation de celui-ci.

DRP RELATIVE AU SERVICE DE GARDIENNAGE

1. Financement :	Budget de l'Hôpital
2. Nom de l'Autorité contractante :	Commune de Tamba
3. Intitulé du marché :	Service
4. Numéro du marché :	DRP N°/ CZ/CPM
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE DIAPO
7. Nombre d'offres reçues :	03
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	06/02/2014
10. Date ouverture des plis :	-
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	-
13. Date Ordre de service de commencer :	-
15. Délai d'exécution :	-
16. Date de réception :	-
17. Montant du marché :	12 816 000
18. Montant du Budget :	14 500 000
19. Délai validité offre :	11 jours
ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation n'ont pas été archivées; - A l'exception du contrat, aucun autre document n'a été joint dans le dossier. En effet, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur la procédure de passation du marché.
RECOMMANDATIONS :	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer à l'article 78 du CMP et au circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 sur la mise en œuvre de procédures de demande de renseignement et de prix ; - Veiller à joindre dans le dossier tous les documents de passation et d'exécution du marché en vue de respecter le principe de transparence sur les procédures de passation.

7.2. Réponse de l'autorité contractante et commentaires du cabinet

REPUBLIQUE DU SENEGAL
 UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI
 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE
 CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAMBACOUNDA

26 AOÛT 2015

LA DIRECTION

001055

/MSAS/CHRTc/ Dir

Objet : Réponse

Réf : votre rapport provisoire d'audit du 19/08/2015

Monsieur,

Suite à votre rapport d'audit cité en référence, nous venons par cette présente apporter les éléments de réponse sur les constats.

Au sujet du **dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés** :

1. Les actes de nomination des membres de la commission des marchés et de leurs suppléants ont été établis après le 5 janvier ce qui explique le retard constaté. Cependant ces actes ont été envoyés au pôle régional de Tambacounda. Nous veillerons à l'application des recommandations.
 Nous joignons à cette réponse les copies des chartes de transparence et d'éthique signées par les membres de la commission et leurs suppléants.
2. Les copies des actes de nomination des membres de la cellule de passation des marchés et les déclarations signées sont jointes à cette réponse.
3. La cellule de passation n'a pas élaboré et transmis les rapports trimestriels car elle n'était pas fonctionnelle et les membres n'étaient pas formés mais nous veillerons à l'application des recommandations.
4. Après la formation des membres de la cellule en décembre 2014, il y a une amélioration dans l'archivage. Il reste à identifier un local et à le rendre fonctionnel.
5. Le plan de passation a été établi mais non transmis à l'ARMP et à la DCMP dans les délais. Cela est dû au fait que le budget était voté en fin janvier et nous attendions la délibération sur le budget pour établir le PPM. Cependant nous veillerons à l'application des recommandations.
6. On publiait dans un journal. Les modalités d'accès au site n'était pas connu des membres de la cellule.
7. Nous allons mettre en place un registre des marchés.
8. Un cabinet est choisi pour nous élaborer un manuel de procédures.

Au sujet des **constats spécifiques aux marchés conclus par AOO** :

9. L'archivage sera amélioré conformément aux recommandations.
10. Les PV d'ouverture des plis de certains marchés ainsi que les listes de présence des soumissionnaires (ou de leurs représentants) sont joints à ce document.
11. Le PV d'ouverture des plis était transmis aux soumissionnaires qui le réclamaient mais désormais nous appliquerons les recommandations.
12. L'information des candidats non retenus n'était pas systématique et nous veillerons à corriger ce dysfonctionnement. Cependant les garanties de soumission ont été toujours restituées.

13. Nous veillerons désormais à la publication des attributions définitives.
 14. Faute de formation, nous ne déposons pas l'attribution provisoire à la DCMP pour attendre les avis de non objection avant l'attribution définitive. Nous veillerons à corriger cette anomalie.
 15. Effectivement on aurait dû demander au fournisseur de réviser son offre ou procéder à une légère baisse de nos quantités commandées pour aligner le montant du marché au montant estimé, mais les membres de la commission ont estimé que l'écart était faible mais nous veillerons à se conformer à l'article 5 du CMP comme recommandé.
 16. Nous travaillons à améliorer l'archivage
 17. Faute de formation les marchés n'étaient pas transmis à la DCMP pour immatriculation. nous allons transmettre désormais les marchés à la DCMP pour immatriculation.
 18. Les pièces administratives du titulaire du marché sont jointes à ce document.
 19. En fait nous tenons compte aussi bien de la conformité des offres par rapport au DAO que de la comparaison des prix.
 20. Nous travaillons à améliorer l'archivage.
AOO N°3 : il s'agissait de l'acquisition d'un câble électrique pour remplacer un câble sectionné ayant occasionné des perturbations dans le fonctionnement des services. Ce câble ne pouvait être prévu dans le PPM c'est pour cela qu'on a procédé à une DRP.
- Marchés conclus par DRP**
21. Les lettres d'invitation font l'objet de décharge dans le registre de transmission
 22. Le délai sera revu.
 23. L'archivage est en cours d'amélioration
 24. L'acquisition d'automate est inscrit dans le PPM sous le nom de matériel médical.
 25. Les pièces administratives sont jointes.
 26. AOO fournitures de bureau et consommables informatiques : l'écart s'explique par le fait qu'en début d'année on continuait à nous approvisionner chez le même fournisseur en attendant l'attribution du marché. Nous veillerons à solliciter l'autorisation de la DCMP.
 27. AOO produits pharmaceutiques : face à l'urgence, on appelle les fournisseurs qui nous livrent et après on établit le bon de commande.

A Monsieur Mame Thierno MBACKE
Associé Gérant du Groupement GMS/SSPM

LE DIRECTEUR DE L'HÔPITAL



N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	Réponses de l'Autorité Contractante	Commentaires du Cabinet
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés			
1	<p>Commission des marchés: Les actes de nomination des membres de la commission des marchés et de leurs suppléants n'ont pas été établis et envoyés à l'ARMP et à la DCP avant le 5 janvier de l'année conformément à l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.</p> <p>Les chartes de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signées par les membres de la commission et de leurs suppléants dans lesquelles ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n°2005-576 du 22 juin 2005, n'ont pas été mises à notre disposition.</p>	<p>Veiller à se conformer aux dispositions l'arrêté N°12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.</p> <p>Veiller à se conformer à l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012 ; le Responsable et tous les membres des Cellules de Passation des Marchés signent une déclaration, dans laquelle ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 portant Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés Publics.</p>	<p>Les actes de nomination des membres de la commission des marchés et de leurs suppléants ont été établis après le 5 janvier ce qui explique le retard constaté. Cependant ces actes ont été envoyés au pôle régional de Tambacounda. Nous veillerons à l'application des recommandations.</p>	<p>Nous maintenons notre observation sur ce point.</p>
2	<p>Cellule de Passation des Marchés: Les copies des actes de nomination des membres de la</p>	<p>Veiller à se conformer à l'arrêté n°00865 du 22/01/2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des CPM qui stipule que les copies</p>	<p>Les copies des actes de nomination des membres de la cellule de passation des marchés et les déclarations</p>	<p>Nous prenons acte cette observation. Rapport modifié.</p>

	cellule de passation des marchés et les déclarations signées, transmises à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté N°12 783 en date du 26 décembre 2012, n'ont pas été mises à notre disposition.	des actes de nomination et déclarations signées des membres de la cellule sont transmises à la DCMP et l'ARMP avant le 05 janvier de chaque année.	signées sont jointes à cette réponse.	
3	Rapports trimestriels et annuels: La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré et transmis les rapports trimestriels et le rapport annuel, en violation de l'arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes et de l'article 143 du CMP.	Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'article 144 du CMP qui stipule que la Cellule de Passation des Marchés établit et transmet le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'AC dont elle relève, de l'organe de régulation des marchés publics et de l'ARMP.	La cellule de passation n'a pas élaboré et transmis les rapports trimestriels car elle n'était pas fonctionnelle et les membres n'étaient pas formés mais nous veillerons à l'application des recommandations.	Nous maintenons notre observation.
4	Archivage des dossiers: Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marché.	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés publics élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marché et un classement exhaustif des pièces de marché.	Après la formation des membres de la cellule en décembre 2014, il y a une amélioration dans l'archivage. Il reste à identifier un local et à le rendre fonctionnel.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
5	Plan de passation des marchés:	Veiller à communiquer le plan de	Le plan de passation a été	Nous maintenons notre

	Le plan de passation des marchés publics n'a pas été établi et transmis à l'ARMP et à la DCMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, en violation des articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	passation des marchés à la DCMP et à l'ARMP avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, conformément à l'article 6 du code des marchés publics.	établi mais non transmis à l'ARMP et à la DCMP dans les délais. Cela est dû au fait que le budget était voté en fin janvier et nous attendions la délibération sur le budget pour établir le PPM. Cependant, nous veillerons à l'application des recommandations	observation sur ce point.
6	Avis général de passation des marchés: L'AGPM n'a pas été publié sur le portail des marchés publics, en violation des articles 6 et 56 du code des marchés publics.	Veiller à se conformer aux articles 6 et 56 du code des marchés publics qui stipulent que l'AC établit et publie un avis général de passation des marchés avant le 15 janvier de l'année prévue pour leur passation.	On publiait dans un journal. Les modalités d'accès au site n'était pas connu des membres de la cellule.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
7	Registre de Marchés: Le registre de marché du CHRTc pour la gestion 2014 n'a pas été mis à notre disposition.	Etablir un registre des marchés conformément à l'article N°67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Nous allons mettre en place un registre des marchés.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
8	Le CHRTc n'a pas mis à notre disposition le manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.	Mettre en place un manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.	Un cabinet est choisi pour nous élaborer un manuel de procédures.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
B	Constats spécifiques aux marchés examinés			
	Marchés conclus par appel d'offres ouverts:			
9	Pour tous les appels d'offres ouverts:	Se conformer à l'article 39 du CMP, qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des	L'archivage sera amélioré conformément aux recommandations.	Nous maintenons notre observation sur ce point.

	Les convocations des membres de la Commission des Marchés n'ont pas été archivées, en violation de l'article 39 du CMP.	Marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours avant la date prévue pour la réunion.		
10	Pour tous les appels d'offres ouverts: Nous n'avons aucune preuve concernant l'ouverture des plis en séance publique, en violation de l'article 67.2 du CMP.	Veiller à ouvrir les plis en séance publique conformément à l'article 67.2 du CMP.	Les PV d'ouverture des plis de certains marchés ainsi que les listes de présence des soumissionnaires (ou de leurs représentants) sont joints à ce document.	Nous prenons acte de cette observation. Rapport modifié.
11	Pour tous les appels d'offres ouverts: Nous n'avons aucune preuve concernant la transmission du PV d'ouverture des plis (OP) aux candidats, en violation de l'article 67.4 du CMP.	Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ».	Le PV d'ouverture des plis était transmis aux soumissionnaires qui le réclamaient mais désormais nous appliquerons les recommandations.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
12	Pour tous les appels d'offres ouverts: Aucune preuve concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission, en	Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP.	L'information des candidats non retenus n'était pas systématique et nous veillerons à corriger ce dysfonctionnement. Cependant, les garanties de soumission ont été toujours restituées.	Nous maintenons notre observation sur ce point.

	violation de l'article 83.3 du CMP.			
13	Pour tous les appels d'offres ouverts: Les attributions définitives n'ont pas été publiées, en violation de l'article 85 du CMP.	Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.	Nous veillerons désormais à la publication des attributions définitives.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
14	AOO n°02: fourniture de denrée alimentaire; AOO relatif à la fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques: Les avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution, n'ont pas été joints dans le dossier, en violation de l'article 140 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 141 du CMP relatif à l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et sur le PV d'attribution.	Faute de formation, nous ne déposons pas l'attribution provisoire à la DCMP pour attendre les avis de non objection avant l'attribution définitive. Nous veillerons à corriger cette anomalie.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
15	AOO relatif au service de nettoyage des locaux: Le montant du marché (18 124 800 FCFA) est supérieur au montant estimé (18 000 000 FCFA) dans le PPM et publié sur le portail des marchés, en violation des articles 5 et 9 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 5 du CMP qui stipule que "avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'AC est tenue aussi exactement que possible d'évaluer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire.	Effectivement on aurait dû demander au fournisseur de réviser son offre ou procéder à une légère baisse de nos quantités commandées pour aligner le montant du marché au montant estimé, mais les membres de la commission ont estimé que l'écart était faible mais nous veillerons à se conformer à l'article 5 du CMP	Nous maintenons notre observation sur ce point.

			comme recommandé.	
16	<p>AOO relatif au service de nettoyage des locaux:</p> <p>Le rapport d'évaluation n'a pas été classé dans le dossier.</p>	Veiller à joindre dans le dossier le rapport d'évaluation des offres.	Nous travaillons à améliorer l'archivage	Nous maintenons notre observation sur ce point.
17	<p>AOO: fourniture d'atelier et de maintenance;</p> <p>AOO: fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques;</p> <p>AOO: nettoyage des locaux:</p> <p>Ces Marchés n'ont pas été immatriculés à la DCMP, en violation de l'article 85 du CMP</p>	Veiller à transmettre les marchés à la DCMP pour immatriculation conformément à l'article 86 du CMP qui stipule que "les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'AC".	Faute de formation les marchés n'étaient pas transmis à la DCMP pour immatriculation. nous allons transmettre désormais les marchés à la DCMP pour immatriculation.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
18	<p>AOO: fourniture de bureau et consommables informatiques:</p> <p>Les pièces administratives n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.</p>	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP relatives à la fourniture des pièces administratives.	Les pièces administratives du titulaire du marché sont jointes à ce document.	Nous prenons acte de votre observation sur ce point. Rapport modifié.
19	<p>AOO N°02: Fourniture de denrées alimentaires:</p> <p>Nous avons constaté que le rapport d'évaluation met l'accent sur la comparaison des prix et</p>	Veiller à attribuer le marché au candidat ayant l'offre conforme aux critères de qualification fixés et évaluée moins disante, conformément à l'article 59 du CMP.	En fait, nous tenons compte aussi bien de la conformité des offres par rapport au DAO que de la comparaison des prix.	Nous maintenons notre observation sur ce point.

	non sur la conformité des offres par rapport aux critères fixés dans le DAO			
20	<p>Pour tous les appels d'offres ouverts:</p> <p>Non exhaustivité de l'archivage de pièces de marchés.</p>	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.	Nous travaillons à améliorer l'archivage.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
	<p>AOON°03: Fourniture d'atelier et de maintenance:</p> <p>Le marché a été fractionné en appel d'offres ouvert et en DRP sans avis de la DCMP, en violation de l'article 140 du CMP;</p>	Se conformer à l'article 140 du CMP relatif à la demande d'autorisation de la DCMP avant la fraction de tout marché.	AOO W3 : il s'agissait de l'acquisition d'un câble électrique pour remplacer un câble sectionné ayant occasionné des perturbations dans le fonctionnement des services. Ce câble ne pouvait être prévu dans le PPM c'est pour cela qu'on a procédé à une DRP.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
	<p>AOO N°09: Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques:</p> <p>Les montants des offres et les pièces fournies n'ont pas été mentionnés dans le procès-verbal d'ouverture des plis, en</p>	Veiller à mentionner dans les PV d'ouverture des plis les montants des offres et les pièces fournies par les soumissionnaires conformément à l'article 67.4 du CMP.	Aucune réponse	Nous maintenons notre observation sur ce point.

	violation de l'article 67.4 du CMP qui stipule			
C	Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix			
21	<p>DRP: fourniture d'atelier et de maintenance; DRP: fourniture de produits d'entretien;</p> <p>DRP: service de gardiennage:</p> <p>Lettre d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires.</p>	Se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 pris en application de l'article 78 du CMP portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.	Les lettres d'invitation font l'objet de décharge dans le registre de transmission.	Nous prenons acte de votre observation sur ce point. Rapport modifié.
22	<p>DRP: fourniture d'atelier et de maintenance:</p> <p>Le Délai de préparation des offres est trop court (03 jours).</p>	Veiller à accorder aux candidats consultés un délai raisonnable de préparation des offres.	Le délai sera revu.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
23	<p>Pour toutes les DRP:</p> <p>Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés.</p>	Veiller à archiver les pièces de marchés conformément au système d'archivage et de classement exhaustif des dossiers de marchés élaboré et diffusé par l'ARMP.	L'archivage est en cours d'amélioration	Nous maintenons notre observation sur ce point.
24	DRP: acquisition d'automate d'hématologie; fourniture d'atelier et de maintenance:	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 6 alinéa 2 du CMP, selon lesquelles "à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2,	L'acquisition d'automate est inscrite dans le PPM sous le nom de matériel médical.	Nous prenons acte de votre observation. Rapport modifié.

	violation de l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	les marchés passés par les Autorités Contractantes sont inscrits dans les PPM, à peine de nullité".		
25	Pour toutes les DRP: Les pièces administratives n'ont pas été fournies, en violation de l'article 44 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 44 du CMP relatif à la fourniture de pièces administratives.	Les pièces administratives sont jointes.	Nous prenons acte de votre observation. Rapport modifié.
26	Pour toutes les DRP: Aucune preuve concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et de la restitution de leurs garanties de soumission, violation de l'article 83.3 du CMP.	Veiller à se conformer à l'article 83.3 du CMP concernant l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.	Aucune réponse.	Nous maintenons notre observation sur ce point.
D	Exécution financière			
27	AOO: fourniture de bureau et consommables informatiques: Montant des règlements (17 976 084 FCFA) supérieur à celui du contrat (14 327 000 F CFA). Aucune autorisation n'a été mise à notre disposition.	Veiller à se conformer au montant du marché au moment des commandes.	AOO fournitures de bureau et consommables informatiques: l'écart s'explique par le fait qu'en début d'année on continuait à nous approvisionner chez le même fournisseur en attendant l'attribution du marché. Nous veillerons à solliciter l'autorisation de la DCMP.	Nous maintenons notre observation.
27	AOO: fourniture de produits	Veiller à respecter la réglementation	AOO produits	Nous maintenons notre

	pharmaceutiques: Lot 1: attributaire global sourcing Incohérence dans l'établissement des documents de règlement (Facture, BL et PV de réception antérieur à la commande).	en matière de règlement des marchés.	pharmaceutiques: face à l'urgence, on appelle les fournisseurs qui nous livrent et après on établit le bon de commande	observation sur ce point.
--	--	--------------------------------------	--	---------------------------

